

➤ Lutte contre le Blanchiment des Capitaux et le Financement du Terrorisme

Affaire nouvelle, versement libre, remboursement d'avance

Détermination du niveau de vigilance et des documents à transmettre

NOTICE EXPLICATIVE 1/2

Tous les établissements financiers, parmi lesquels les établissements d'assurances, ont l'obligation d'appliquer la réglementation en matière de lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme. Dans le cadre de la législation en vigueur, des mesures de vigilance distinctes doivent être appliquées.

Tous les clients sont concernés par cette réglementation qui prévoit, selon les situations, d'appliquer trois niveaux de vigilance : allégée, standard ou renforcée.

Pour autant qu'il n'y ait pas de soupçon de blanchiment des capitaux ou de financement du terrorisme, **les contrats de prévoyance et de retraite qui ne comportent pas de clause de rachat bénéficiaire d'une vigilance allégée.**

La méthodologie - ci-dessous - vous permet de définir le niveau de vigilance devant être appliqué aux contrats d'épargne et les documents devant être transmis par le client.

➤ MÉTHODOLOGIE

Étape 1

Définir le seuil associé à la CSP du souscripteur / adhérent (ou à l'ancienne CSP s'il est retraité).

		Catégorie socioprofessionnelle (CSP) du souscripteur / adhérent	Seuil CSP
<input type="checkbox"/>	CSP - liste n°1	23 - Chefs d'entreprise de 10 salariés ou plus 24 - Chefs d'entreprise moins de 10 salariés 31 - Professions libérales 37 - Cadres administratifs et commerciaux d'entreprise	200 000 €
<input type="checkbox"/>	CSP - liste n°2	10 - Agriculteurs exploitants 21 - Artisans 22 - Commerçants et assimilés 33 - Cadres de la fonction publique 34 - Professeurs, professions scientifiques 35 - Professions de l'information, des arts et des spectacles 38 - Ingénieurs et cadres techniques d'entreprise 42 - Professeurs des écoles, instituteurs et assimilés 43 - Professions intermédiaires de la santé et du travail social 45 - Professions intermédiaires administratives de la fonction publique 46 - Professions intermédiaires administratives et commerciales des entreprises 53 - Policiers et militaires 54 - Employés administratifs d'entreprise 55 - Employés de commerce 64 - Chauffeurs	100 000 €
<input type="checkbox"/>	CSP - liste n°3	44 - Clergés, religieux 47 - Techniciens 48 - Contremaîtres, agents de maîtrise 52 - Employés civils et agents de service de la fonction publique 56 - Personnels des services directs aux particuliers 62 - Ouvriers qualifiés de type industriel 63 - Ouvriers qualifiés de type artisanal 65 - Ouvriers qualifiés de la manutention, du magasinage et du transport 67 - Ouvriers non qualifiés de type industriel 68 - Ouvriers non qualifiés de type artisanal 69 - Ouvriers agricoles 81 - Chômeurs n'ayant jamais travaillé 84 - Elèves, étudiants 85 - Personnes diverses sans activité professionnelle de moins de 60 ans (sauf retraités) 86 - Personnes diverses sans activité professionnelle de 60 ans et plus (sauf retraités)	30 000 €

Étape 2

Définir la liste à laquelle est rattaché le secteur d'activité du souscripteur / adhérent (ou à l'ancien secteur d'activité s'il est retraité).

		Secteur d'activité de l'adhérent
<input type="checkbox"/>	Secteur d'activité - liste n°1	36 - Sans activité professionnelle
<input type="checkbox"/>	Secteur d'activité - liste n°2	03 - Activités immobilières 09 - Commerce détail 10 - Commerce et réparation automobiles 14 - Construction (BTP) 19 - Hôtel, restaurant, brasserie, café 30 - Informatique, télécommunication, téléphonie, web, hifi 33 - Professionnels de la santé autres (paramédical, kinésithérapeute, infirmier, ...) 38 - Services aux particuliers
<input type="checkbox"/>	Secteur d'activité - liste n°3	01 - Action sociale 02 - Activités culturelles, sportives et spectacles 04 - Agriculture, marine, pêche, exploitation forestière 05 - Armée, Police 06 - Artisanat 07 - Audit, comptabilité et gestion 08 - Banques et assurances 11 - Commerce grande distribution 12 - Commerce gros 13 - Communication, Information, média 15 - Energies et eau (extraction, traitement, distribution) 16 - Enseignement, formation 17 - Etudes et recherche 18 - Fonctions publiques 20 - Humanitaire 21 - Industrie agro-alimentaire 22 - Industrie biens d'équipement, de consommation domestiques 23 - Industrie biens d'équipement, de consommation industriels 24 - Industrie chimique, pharmaceutique 25 - Industrie collecte et valorisation des déchets 26 - Industrie des métaux 27 - Industrie du bois 28 - Industrie du plastique 29 - Industries autres 31 - Professionnels de la santé (médecins généralistes et spécialistes, dentistes) 32 - Professionnels de la santé (biologie, pharmacie) 34 - Professions juridiques 35 - Religion 37 - Services aux entreprises 39 - Tourisme 40 - Transports et logistiques

NOTICE EXPLICATIVE 2/2

Détermination du niveau de vigilance

MONTANT DU VERSEMENT Affaire Nouvelle : versement comptant Versement Libre ou Remboursement d'avance : cumulés sur les 12 derniers mois	Liste CSP n°1			Liste CSP n°2			Liste CSP n°3		
	Secteur d'activité liste n°1	Secteur d'activité liste n°2	Secteur d'activité liste n°3	Secteur d'activité liste n°1	Secteur d'activité liste n°2	Secteur d'activité liste n°3	Secteur d'activité liste n°1	Secteur d'activité liste n°2	Secteur d'activité liste n°3
montant < 30 000 €	<input type="checkbox"/> vigilance standard								
30 000 € ≤ montant < 100 000 €	<input type="checkbox"/> vigilance renforcée	<input type="checkbox"/> vigilance standard	<input type="checkbox"/> vigilance standard	<input type="checkbox"/> vigilance renforcée	<input type="checkbox"/> vigilance standard	<input type="checkbox"/> vigilance renforcée	<input type="checkbox"/> vigilance renforcée	<input type="checkbox"/> vigilance renforcée	<input type="checkbox"/> vigilance standard
100 000 € ≤ montant < 200 000 €	<input type="checkbox"/> vigilance renforcée	<input type="checkbox"/> vigilance standard	<input type="checkbox"/> vigilance standard	<input type="checkbox"/> vigilance renforcée	<input type="checkbox"/> vigilance standard				
montant ≥ 200 000 €	<input type="checkbox"/> vigilance renforcée								

Étape 3

Définir le niveau de vigilance à appliquer selon la CSP, le secteur d'activité du souscripteur / adhérent et le montant du versement.

- Si à l'issue de l'étape 3, l'opération entre dans la catégorie de vigilance standard, il convient de répondre aux questionnaires de l'étape 4.
- Si l'opération entre dans la catégorie de vigilance renforcée, il convient de passer directement à l'étape « Documents devant être transmis par le souscripteur / adhérent ».

Cas spécifiques nécessitant une vigilance renforcée

Questionnaire 1	OUI	NON
Le paiement est effectué par un tiers familial autorisé ⁽¹⁾	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Le paiement est effectué par un institutionnel	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Le souscripteur / adhérent a une adresse en boîte postale	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Le souscripteur / adhérent réside à l'étranger (hors état ou territoire sensible)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Le règlement provient de l'étranger (hors état ou territoire sensible)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Questionnaire 2	OUI	NON
Le souscripteur / adhérent est une Personne Politiquement Exposée	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Le souscripteur / adhérent réside dans un état ou territoire sensible	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Le règlement provient d'un pays ou territoire sensible	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

(1) père/mère, frère/sœur, grands-parents, arrière-grands-parents, conjoint, concubin, partenaire de PACS

Étape 4

Définir si l'opération entre dans un contexte spécifique.

- Toutes les réponses sont négatives : maintien du niveau de vigilance défini lors de l'étape 3
- Une réponse positive a été apportée à l'une des questions : ajuster le niveau de vigilance via l'étape 5

Ajustement du niveau de vigilance

Au moins deux réponses « OUI » au Questionnaire 1 ou Au moins une réponse « OUI » au Questionnaire 2	<input type="checkbox"/> Vigilance renforcée dès le 1 ^{er} €
Une seule réponse « OUI » au Questionnaire 1 et Réponse « NON » à l'ensemble du Questionnaire 2	<input type="checkbox"/> Vigilance renforcée à partir de 30 000 € ⁽²⁾

(2) versement libre (AN) ou cumul des versements (AN + reversements, remboursements d'avance) sur les 12 derniers mois

Étape 5

Ajustement du niveau de vigilance lorsque l'opération entre dans un contexte spécifique.

Documents devant être transmis par le souscripteur / adhérent.

Documents à transmettre

Vigilance standard	Vigilance renforcée
AUCUN DOCUMENT SUPPLÉMENTAIRE	Copies de justificatifs d'origine des fonds (cf page 7)
dans la mesure où : - la rubrique « Origine des fonds » du bulletin a été correctement renseignée - la copie d'une pièce d'identité en cours de validité du souscripteur / adhérent a été recueillie à la souscription ^{(3) (4)}	dans la mesure où : - la rubrique « Origine des fonds » du bulletin a été correctement renseignée - la copie d'une pièce d'identité du souscripteur / adhérent en cours de validité a été recueillie à la souscription ^{(3) (4) (5)}

(3) Carte Nationale d'Identité, Passeport, Permis de conduite émis après le 19/01/2013

(4) si les éléments d'identification précédemment obtenus ne sont plus exacts ou pertinents, une copie de la pièce d'identité en cours de validité doit être transmise

(5) une 2^{ème} pièce d'identité en cours de validité doit être transmise pour les Personnes Politiquement Exposées

Si le souscripteur / adhérent réside en France et que le règlement provient d'un compte à l'étranger, joindre obligatoirement le CERFA 3916 visé par l'Administration Fiscale.

Faut-il compléter et joindre une annexe ?

Le versement n'est pas accompagné d'un bulletin de reversement comprenant la rubrique « Payeur de la prime »	► Joindre l'annexe « Désignation du payeur » (cf pages 3 et 4)
Le versement n'est pas accompagné d'un bulletin de reversement comprenant la rubrique « Origine des fonds »	► Joindre l'annexe « Déclaration sur l'honneur de l'origine des fonds » (cf pages 5 et 6)

Lors de l'examen du dossier et en dehors des cas susvisés, la Compagnie peut, à tout moment, demander la communication de pièces complémentaires.

DÉSIGNATION DU PAYEUR (1/2)

Ce document est à compléter et à joindre au bulletin d'adhésion ou au bulletin de reversement lorsque le payeur n'est pas le souscripteur / adhérent et que les informations n'ont pas été recueillies dans la rubrique « Payeur de la prime » du bulletin.

Identité du souscripteur / adhérent

Nom du souscripteur / adhérent :

Nom de naissance :

Prénom :

Numéro d'adhésion (si contrat existant) :

Identité du payeur

Tiers familial autorisé (cocher dans la liste ci-dessous) : père / mère grand-père / grand-mère arrière grand-père / arrière grand-mère conjoint partenaire de PACS concubin / concubine frère / sœur

Numéro de client :

À joindre obligatoirement :

Justificatif du lien entre l'adhérent et le tiers payeur (copie du livret de famille, copie du contrat de PACS...)

Nature du document transmis :

Copie d'une pièce d'identité - en cours de validité - du payeur (cocher la nature de la pièce d'identité transmise)

carte nationale d'identité passeport carte de séjour ou de résident étranger permis de conduire (émis après le 19/01/2013)

Identité du titulaire du compte à partir duquel est effectué le règlement :

M Mme Melle Nom : Nom de naissance :

Prénom : Date de naissance :

Pays de naissance : Département de naissance : Commune de naissance :

Nationalité :

Situation professionnelle du payeur : Salarié ou chômeur de moins de 6 mois TNS Retraité Sans activité ou chômeur de plus de 6 mois

Profession du payeur (si « retraité », mentionner la profession antérieure) :

Catégorie socio-professionnelle du payeur (cf. liste des codes sur bulletin d'adhésion / reversement) :

Secteur d'activité du payeur (cf. liste des codes sur bulletin d'adhésion / reversement) :

Institutionnel et quasi-institutionnel (cocher dans la liste ci-dessous) :

Banque Compagnie d'assurance Mutuelle Société de bourse Notaire

Autres :

Paraphe
Souscripteur
/ Adhérent

Paraphe du Payeur
si payeur = tiers familial
autorisé

Paraphe apporteur

DÉSIGNATION DU PAYEUR (2/2)

Origine des fonds

Affaire Nouvelle Versement Libre Remboursement d'avance

Montant du versement : €

Nature(s)	Désignation	Date	Montant
<input type="checkbox"/> PEA/CEL/PEL/Compte titres			€
<input type="checkbox"/> Compte sur livret/Compte à terme			€
<input type="checkbox"/> Donation ou don manuel			€
<input type="checkbox"/> Succession/Héritage			€
<input type="checkbox"/> Bénéfice contrat d'assurance vie			€
<input type="checkbox"/> Rachat contrat d'assurance vie			€
<input type="checkbox"/> Vente d'un bien immobilier			€
<input type="checkbox"/> Vente de parts d'une société			€
<input type="checkbox"/> Vente de fonds de commerce			€
<input type="checkbox"/> Distribution de dividendes			€
<input type="checkbox"/> Indemnité de licenciement			€
<input type="checkbox"/> Autres (préciser impérativement)			€

Si l'opération entre dans les critères de vigilance renforcée (se reporter à la notice LCB-FT), joindre le(s) justificatif(s) correspondant(s).

« Je certifie sur l'honneur que les sommes versées au titre de cette adhésion n'ont pas d'origine délictueuse ou criminelle au sens des articles L561-1 et Suivants du Code Monétaire et Financier, 324-1 et suivants, 421-2-2 et 421-5 du Code Pénal et 415 du Code des Douanes relatifs au blanchiment des capitaux et au financement du terrorisme. »

« J'ai bien noté que conformément à la réglementation sur la protection des données personnelles, les informations personnelles sont traitées par Abeille Vie, 70 avenue de l'Europe - 92270 Bois-Colombes. Ces traitements ont pour finalité la passation, la gestion et l'exécution des contrats d'assurance, ainsi que l'exécution des dispositions légales, réglementaires et administratives en vigueur. Ces traitements ont également pour finalité la lutte contre le blanchiment de capitaux, le financement du terrorisme pour répondre à ses obligations légales, ainsi que les opérations relatives à la gestion commerciale des clients, à la prospection commerciale et la lutte contre la fraude à l'assurance ; cette dernière pouvant, notamment, conduire à l'inscription sur une liste de personnes présentant un risque de fraude. Sur ces 2 dernières finalités, l'intérêt légitime d'Abeille Vie est pour la première finalité, l'amélioration du service au client en proposant des produits ou services permettant de réduire la sinistralité ou de proposer un contrat ou une prestation complémentaire et pour la seconde, la préservation de la mutualité des assurés.

Les coordonnées du délégué à la protection des données personnelles sont les suivantes : Abeille Assurances – DPO – Direction de la Conformité et du Contrôle Interne – 80 Avenue de l'Europe - 92270 Bois-Colombes - mail : dpo.france@abeille-assurances.fr. Les destinataires de ces données, sont, dans le strict cadre des finalités énoncées et dans la limite de leurs attributions : les personnels d'Abeille Vie ou des entités filiales d'Abeille Assurances Holding auquel ils appartiennent, de ses délégués de gestion, prestataires, partenaires, sous-traitants, réassureurs, s'il y a lieu les autorités administratives et judiciaires, les organismes d'assurance ou les organismes sociaux des personnes impliquées, les intermédiaires d'assurance, ainsi que les personnes intéressées au contrat. Afin de vous faire profiter d'autres produits et services et, sauf exercice de votre droit d'opposition, ces informations pourront être transmises aux entités filiales d'Abeille Assurances Holding, à leurs intermédiaires d'assurances et partenaires. Les destinataires peuvent éventuellement se situer dans des pays en dehors de l'Union Européenne. La liste actualisée de ces pays et les références aux garanties appropriées concernant le traitement de vos données personnelles sont disponibles sur le site mentionné ci-dessous. L'information complète sur le traitement de vos données personnelles, dont vos droits et leurs modalités d'exercice, est consultable sur Notice du contrat ou sur le site internet d'Abeille Assurances (rubrique « mentions légales »).

Par ailleurs, certaines de ces données font l'objet de traitement par l'association ADER pour la gestion des adhérents. Les destinataires de ces données, sont, dans le strict cadre de la finalité énoncée et dans la limite de leurs attributions : les personnels de l'ADER, prestataires, partenaires et sous-traitants. »

Fait à

Le

Signature du Souscripteur / Adhérent

Signature du Payeur
(si payeur = tiers familial autorisé)

Signature de l'Apporteur

DÉCLARATION SUR L'HONNEUR DE L'ORIGINE DES FONDS (1/2)

Ce document est à compléter lorsque la Déclaration d'Origine des Fonds n'a pas déjà été recueillie sur le bulletin d'adhésion ou de reversement.

Identité du Souscripteur / Adhérent

Nom du souscripteur / adhérent : Nom de naissance :
 Prénom :
 Exercez-vous ou avez-vous cessé d'exercer depuis moins d'un an une fonction politique, juridictionnelle ou administrative importante hors de France : OUI NON
 Fonction : Pays :
 Une personne de votre famille ou de votre entourage exerce-t-elle ou a-t-elle exercé au cours des 12 derniers mois une fonction politique, juridictionnelle ou administrative importante : OUI NON
 Fonction : Pays :
 Lien avec cette personne :
 Situation professionnelle du payeur : Salarié (ou chômeur depuis moins de 6 mois) TNS Retraité
 Sans activité (ou chômeur depuis plus de 6 mois)
 Catégorie socioprofessionnelle (cf. liste des codes) : Secteur d'activité (cf. liste des codes) :
 Profession (si « retraité », mentionner la profession antérieure) :
 Employeur :

Identité du conjoint

Nom du conjoint : Nom de naissance :
 Prénom :
 Situation professionnelle : Salarié (ou chômeur depuis moins de 6 mois) TNS Retraité
 Sans activité (ou chômeur depuis plus de 6 mois)
 Catégorie socioprofessionnelle (cf. liste des codes) : Secteur d'activité (cf. liste des codes) :
 Profession (si « retraité », mentionner la profession antérieure) :
 Employeur :

Ancienneté de la relation commerciale : année(s)

Paraphe
Souscripteur
/ Adhérent

Paraphe du Payeur
si payeur = tiers familial
autorisé

Paraphe apporteur

DÉCLARATION SUR L'HONNEUR DE L'ORIGINE DES FONDS (2/2)

Origine des fonds

Affaire Nouvelle Versement Libre Remboursement d'avance

Numéro d'adhésion (si contrat existant) : Montant du versement : €

Nature(s)	Désignation	Date	Montant
<input type="checkbox"/> PEA/CEL/PEL/Compte titres			€
<input type="checkbox"/> Compte sur livret/Compte à terme			€
<input type="checkbox"/> Donation ou don manuel			€
<input type="checkbox"/> Succession/Héritage			€
<input type="checkbox"/> Bénéfice contrat d'assurance vie			€
<input type="checkbox"/> Rachat contrat d'assurance vie			€
<input type="checkbox"/> Vente d'un bien immobilier			€
<input type="checkbox"/> Vente de parts d'une société			€
<input type="checkbox"/> Vente de fonds de commerce			€
<input type="checkbox"/> Distribution de dividendes			€
<input type="checkbox"/> Indemnité de licenciement			€
<input type="checkbox"/> Autres (préciser impérativement)			€

Si l'opération entre dans les critères de vigilance renforcée (se reporter à la notice LCB-FT), joindre le(s) justificatif(s) correspondant(s).

« Je certifie sur l'honneur que les sommes versées au titre de cette adhésion n'ont pas d'origine délictueuse ou criminelle au sens des articles L561-1 et Suivants du Code Monétaire et Financier, 324-1 et suivants, 421-2-2 et 421-5 du Code Pénal et 415 du Code des Douanes relatifs au blanchiment des capitaux et au financement du terrorisme. »

« J'ai bien noté que conformément à la réglementation sur la protection des données personnelles, les informations personnelles sont traitées par Abeille Vie, 70 avenue de l'Europe - 92270 Bois-Colombes. Ces traitements ont pour finalité la passation, la gestion et l'exécution des contrats d'assurance, ainsi que l'exécution des dispositions légales, réglementaires et administratives en vigueur. Ces traitements ont également pour finalité la lutte contre le blanchiment de capitaux, le financement du terrorisme pour répondre à ses obligations légales, ainsi que les opérations relatives à la gestion commerciale des clients, à la prospection commerciale et la lutte contre la fraude à l'assurance ; cette dernière pouvant, notamment, conduire à l'inscription sur une liste de personnes présentant un risque de fraude. Sur ces 2 dernières finalités, l'intérêt légitime d'Abeille Vie est pour la première finalité, l'amélioration du service au client en proposant des produits ou services permettant de réduire la sinistralité ou de proposer un contrat ou une prestation complémentaire et pour la seconde, la préservation de la mutualité des assurés.

Les coordonnées du délégué à la protection des données personnelles sont les suivantes : Abeille Assurances – DPO – Direction de la Conformité et du Contrôle Interne – 80 Avenue de l'Europe - 92270 Bois-Colombes - mail : dpo.france@abeille-assurances.fr. Les destinataires de ces données, sont, dans le strict cadre des finalités énoncées et dans la limite de leurs attributions : les personnels d'Abeille Vie ou des entités filiales d'Abeille Assurances Holding auquel ils appartiennent, de ses délégués de gestion, prestataires, partenaires, sous-traitants, réassureurs, s'il y a lieu les autorités administratives et judiciaires, les organismes d'assurance ou les organismes sociaux des personnes impliquées, les intermédiaires d'assurance, ainsi que les personnes intéressées au contrat. Afin de vous faire profiter d'autres produits et services et, sauf exercice de votre droit d'opposition, ces informations pourront être transmises aux entités filiales d'Abeille Assurances Holding, à leurs intermédiaires d'assurances et partenaires. Les destinataires peuvent éventuellement se situer dans des pays en dehors de l'Union Européenne. La liste actualisée de ces pays et les références aux garanties appropriées concernant le traitement de vos données personnelles sont disponibles sur le site mentionné ci-dessous. L'information complète sur le traitement de vos données personnelles, dont vos droits et leurs modalités d'exercice, est consultable sur Notice du contrat ou sur le site internet d'Abeille Assurances (rubrique « mentions légales »).

Par ailleurs, certaines de ces données font l'objet de traitement par l'association ADER pour la gestion des adhérents. Les destinataires de ces données, sont, dans le strict cadre de la finalité énoncée et dans la limite de leurs attributions : les personnels de l'ADER, prestataires, partenaires et sous-traitants. »

Fait à

Le

Signature du Souscripteur / Adhérent

Signature du Payeur
(si payeur = tiers familial autorisé)

Signature de l'Apporteur

LISTE DES PIÈCES JUSTIFICATIVES

Pour rappel, la nature exacte de l'origine des fonds de l'opération doit être renseignée par le client dans la rubrique « Origine des Fonds » du bulletin d'adhésion, du bulletin de reversement ou de l'annexe « Désignation du payeur », ou encore dans le cadre « Origine des Fonds » de l'annexe « Déclaration sur l'honneur de l'Origine des Fonds ».

Origine des fonds <small>le délai entre l'événement et l'investissement ne doit pas être supérieur à 6 mois</small>	Particularités	Pièces justificatives à joindre	Remarques
PEA CEL / PEL Compte titres	Souscripteur / adhérent = titulaire du compte ▶ 1 + 2	1 ou • copie du décompte de l'opération • copie de la situation du compte avant clôture	
Compte sur livret Compte à terme	Souscripteur / adhérent = titulaire du compte ▶ 1 + 2 + 3	1 • copie de la situation du compte avant clôture	Si les fonds sont déposés sur le compte depuis moins de 12 mois, indiquer l'origine antérieure sur le formulaire.
		2 • copie du relevé bancaire sur lequel figure la nature, le montant et la date de transfert des fonds sur le compte	
		3 • copie du relevé du compte au 31/12 N-1 mentionnant les intérêts annuels du compte sur livret	
Réemploi contrat Abeille Vie : terme et décès	Terme = souscripteur / adhérent identique	• néant	Les réemplois doivent se faire sans sortie de fonds.
Donation ou don manuel	Souscripteur / adhérent = donataire	ou • copie de l'acte de donation notarié • copie du document enregistré auprès des services fiscaux (imprimé n° 2735 ou 2731, ou pacte adjoint)	
Succession / Héritage	Souscripteur / adhérent = héritier ou bénéficiaire	ou • attestation notariée indiquant le montant revenant à l'adhérent • copie intégrale de l'acte de succession	
Bénéfice d'un contrat d'assurance-vie	Souscripteur / adhérent = héritier ou bénéficiaire	• copie de la lettre chèque et du décompte de la compagnie d'assurance	
Contrat d'assurance-vie Bon de capitalisation	Souscripteur / adhérent = bénéficiaire du paiement	• copie du courrier de la Compagnie confirmant le paiement et mentionnant le montant, le nom du bénéficiaire et la date d'effet du contrat	
Vente d'un bien immobilier	Vendeur = souscripteur / adhérent ▶ 1 Vendeur = SCI ▶ 1 + 2 + 3	ou 1 ou • copie intégrale de l'acte de vente • copie de la lettre chèque du notaire mentionnant l'opération • attestation ou décompte notarié(e) comprenant le prix (et le montant revenant à l'adhérent si plusieurs vendeurs)	Le montant investi ne doit pas excéder la part de l'associé.
		2 • copie des statuts de la SCI	
		3 • copie de délibération d'AG permettant l'affectation du prix aux associés	
Vente de parts de société Vente de fonds de commerce	Souscripteur / adhérent = gérant ou actionnaire ▶ 1 + 2	1 ou • copie intégrale de l'acte de vente ou du protocole de cession • attestation d'un notaire ou d'un avocat certifiant la vente, son prix et le montant revenant à l'adhérent	
		2 • copie des statuts	
Compte courant d'associés Distribution de dividendes	Souscripteur / adhérent = payeur = associé	• attestation du comptable certifiant l'opération	
Indemnité de licenciement Prime exceptionnelle	Souscripteur / adhérent = bénéficiaire	• copie du bulletin de salaire faisant figurer le montant	
Indemnité transactionnelle	Souscripteur / adhérent = bénéficiaire	ou • copie du bulletin de salaire faisant figurer le montant • copie du protocole transactionnel	
Indemnité d'assurance Dommages et intérêts	Souscripteur / adhérent = bénéficiaire	ou • copie du chèque CARPA • copie du chèque de la Compagnie d'assurance accompagné d'un courrier justifiant de l'origine	

N.B. : une attestation établie par l'adhérent ne peut en aucun cas être acceptée comme un justificatif.

AIDE MÉMOIRE

Reportez-vous aux listes ci-dessous pour trouver le code CSP et le code Secteur d'activité adéquats.

Nomenclature des catégories socioprofessionnelles

SALARIE			
Code CSP	Libellé CSP	Code CSP	Libellé CSP
33	Cadres de la fonction publique	52	Employés civils et agents de service de la fonction publique
34	Professeurs, professions scientifiques	53	Policiers et militaires
35	Professions de l'information, des arts et des spectacles	54	Employés administratifs d'entreprise
37	Cadres administratifs et commerciaux d'entreprise	55	Employés de commerce
38	Ingénieurs et cadres techniques d'entreprise	56	Personnels des services directs aux particuliers
42	Professeurs des écoles, instituteurs et assimilés	62	Ouvriers qualifiés de type industriel
43	Professions intermédiaires de la santé et du travail social	63	Ouvriers qualifiés de type artisanal
44	Clergé, religieux	64	Chauffeurs
45	Professions intermédiaires administratives de la fonction publique	65	Ouvriers qualifiés de la manutention, du magasinage et du transport
46	Professions intermédiaires administratives et commerciales des entreprises	67	Ouvriers non qualifiés de type industriel
47	Techniciens	68	Ouvriers non qualifiés de type artisanal
48	Contremaîtres, agents de maîtrise	69	Ouvriers agricoles

T N S	
Code CSP	Libellé CSP
10	Agriculteurs exploitants
21	Artisans
22	Commerçants et assimilés
23	Chefs d'entreprise de 10 salariés ou plus
24	Chefs d'entreprise moins de 10 salariés
31	Professions libérales

SANS ACTIVITÉ	
Code CSP	Libellé CSP
81	Chômeurs n'ayant jamais travaillé
84	Elèves, Etudiants
85	Personnes diverses sans activité professionnelle de moins de 60 ans (sauf retraités)
86	Personnes diverses sans activité professionnelle de 60 ans et plus (sauf retraités)

RETRAITÉ			
Code CSP	Libellé CSP	Code CSP	Libellé CSP
10	Agriculteurs exploitants	47	Techniciens
21	Artisans	48	Contremaîtres, agents de maîtrise
22	Commerçants et assimilés	52	Employés civils et agents de service de la fonction publique
23	Chefs d'entreprise de 10 salariés ou plus	53	Policiers et militaires
24	Chefs d'entreprise moins de 10 salariés	54	Employés administratifs d'entreprise
31	Professions libérales	55	Employés de commerce
33	Cadres de la fonction publique	56	Personnels des services directs aux particuliers
34	Professeurs, professions scientifiques	62	Ouvriers qualifiés de type industriel
35	Professions de l'information, des arts et des spectacles	63	Ouvriers qualifiés de type artisanal
37	Cadres administratifs et commerciaux d'entreprise	64	Chauffeurs
38	Ingénieurs et cadres techniques d'entreprise	65	Ouvriers qualifiés de la manutention, du magasinage et du transport
42	Professeurs des écoles, instituteurs et assimilés	67	Ouvriers non qualifiés de type industriel
43	Professions intermédiaires de la santé et du travail social	68	Ouvriers non qualifiés de type artisanal
44	Clergé, religieux	69	Ouvriers agricoles
45	Professions intermédiaires administratives de la fonction publique	81	Chômeurs n'ayant jamais travaillé
46	Professions intermédiaires administratives et commerciales des entreprises		

Nomenclature des secteurs d'activité

Code	Libellé secteur d'activité	Code	Libellé secteur d'activité
01	Action sociale	21	Industrie agro-alimentaire
02	Activités culturelles, sportives et spectacles	22	Industrie biens d'équipement, de consommation domestiques
03	Activités immobilières	23	Industrie biens d'équipement, de consommation industriels
04	Agriculture, marine, pêche, exploitation forestière	24	Industrie chimique, pharmaceutique
06	Artisanat	26	Industrie des métaux
07	Audit, comptabilité et gestion	27	Industrie du bois
08	Banques et assurances	28	Industrie du plastique
09	Commerce détail	29	Industries autres
10	Commerce et réparation automobiles	30	Informatique, télécommunication, téléphonie, web, hifi
11	Commerce grande distribution	31	Professionnels de la santé (médecins généralistes et spécialistes, dentistes)
12	Commerce gros	32	Professionnels de la santé (biologie, pharmacie)
13	Communication, Information, média	33	Professionnels de la santé autres (paramédical, kinésithérapeute, infirmier, ...)
14	Construction (BTP)	34	Professions juridiques
15	Energies et eau (extraction, traitement, distribution)	35	Religion
16	Enseignement, formation	36	Sans activité professionnelle
17	Etudes et recherche	37	Services aux entreprises
18	Fonctions publiques	38	Services aux particuliers
19	Hôtel, restaurant, brasserie, café	39	Tourisme
20	Humanitaire	40	Transports et logistiques